

COLOMBIE : FICHE PAYS – JUIN 2023

Catégorie OCDE (2017) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+/Baa2/BB+

Monnaie locale : Peso colombien (COP) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- Ressources naturelles abondantes
- Economie diversifiée
- Secteur bancaire sain
- 3ème environnement des affaires de la région
- Contexte sécuritaire en amélioration

FAIBLESSES

- Dépendance aux cours des matières premières (pétrole, charbon en particulier)
- Déficiences en infrastructures et services publics
- Important secteur informel
- Tensions sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable.

Environnement macroéconomique et financier

- **Vulnérabilité de la croissance** : L'activité est restée solide à +7,5% en 2022 (contre +11% en 2021), favorisée par la consommation privée en particulier. Les perspectives pour 2023 restent plus moroses, comprises entre +0,6% et +1,3%. L'inflation demeure une source d'inquiétude ayant conduit la banque centrale à poursuivre le rehaussement de son taux directeur (+125 pbs en 2023) à 13,25% en avril. La consommation privée (moteur de la croissance) est dans ce contexte susceptible de ralentir, malgré la résilience du marché de l'emploi en ce début d'année. La hausse des taux pèse également sur l'investissement local, tandis que l'investissement étranger est en quête de plus de visibilité quant à l'orientation politique du gouvernement concernant le secteur extractif du pays. Exportateur net d'énergie, la Colombie devrait encore bénéficier des prix soutenus.
- **Vulnérabilité comptes publics** : Le déficit public devrait s'améliorer en 2023, prévu autour de 4% du PIB (contre 6,7% du PIB en 2022), favorisé par la hausse des recettes budgétaires (autour de +1,3% du PIB) en lien avec la réforme fiscale de l'an passé, ainsi que la baisse des subventions (carburants, autres aides mise en place pendant la crise sanitaire). Il restera cependant encore au-dessus du déficit public moyen d'avant crise sanitaire (3,5% du PIB en moyenne entre 2017 et 2019). Après une hausse de plus de 15 pts en 2020, la dette publique peine à diminuer et s'élève à 69,5% du PIB fin 2022. Sa part externe (46% du total) n'est pas source de risques à ce stade étant donné les coussins de liquidités en devises importants dont dispose le pays (réserves de change, ligne de crédit de précaution auprès du FMI). Les intérêts sur la dette, dont une partie est indexée sur l'inflation, devraient cependant progresser comme l'an passé.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant devrait un peu diminuer, prévu autour de 5% du PIB en 2023, favorisé par le ralentissement des importations, tandis que les exportations d'énergie bénéficieraient encore des prix soutenus. La dette externe atteint 55,3% du PIB en mars 2023, en légère hausse par rapport à fin 2022. Le pays bénéficie encore d'un accès aux sources de financement externe, mais le coût tend à augmenter. La Colombie disposerait en effet, avec le Brésil, de la prime de risque (CDS à 5 ans) la plus élevée parmi les grands pays de la région à 237 pts à mi-juin. Le peso colombien tend à s'apprécier depuis le début de l'année favorisé par le durcissement de la politique monétaire. Cette tendance pourrait se poursuivre compte tenu de la diminution prévue du déficit courant et le maintien d'un taux directeur élevé, mais des pressions baissières ne sont pas à écarter en cas de dégradation du contexte politique.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire colombien reste globalement sain et bien capitalisé, bien que la rentabilité ait eu tendance à baisser en 2022. Les NPL sont en baisse à 3,5% fin 2022 (contre 4% en 2021).

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique** : le gouvernement du président Petro a été élu en 2022 avec un agenda de réformes structurelles touchant la retraite, le secteur de la santé, le marché du travail... Il vise également à transformer l'économie du pays en réduisant sa dépendance aux industries extractives (pétrole et charbon) au profit des énergies renouvelables. Ce processus de transformation devrait se mettre en place dans les 15-20 prochaines années, selon les déclarations du Premier ministre Bonilla, afin d'apaiser les craintes soulevées par les milieux des affaires.
- **Climat des affaires** : La Colombie est plutôt bien placée en matière d'environnement des affaires en Amérique latine. Le pays devrait par ailleurs continuer à ajuster sa législation aux normes de l'OCDE, dont il est membre, ce qui devrait favoriser les investissements et les relations internationales.

Environnement et politique du climat :

- **Politique climat** : La Colombie s'est engagée à réduire de 51% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à un scénario sans transition, soit l'un des objectifs les plus ambitieux d'Amérique latine. Des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique sont mises en place : création d'un marché carbone notamment.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Pétrole, charbon	51,3%	Machines, appareils mécan.	10,9%	Etats-Unis d'Amérique	29,5%	Etats-Unis d'Amérique	24,6%
Café	7,7%	Machines, appareils élect.	10,9%	Chine	8,5%	Chine	22,7%
Or, pierres précieuses	6,9%	Voitures automobiles	8,4%	Panama	8,0%	Mexique	6,7%
Matières plastiques	3,5%	Combustibles	7,2%	Equateur	4,3%	Brésil	6,0%
Fleurs, plantes vivantes	3,5%	Produits pharmaceutiques	5,3%	France (29ème)	0,5%	France (6ème)	2,5%

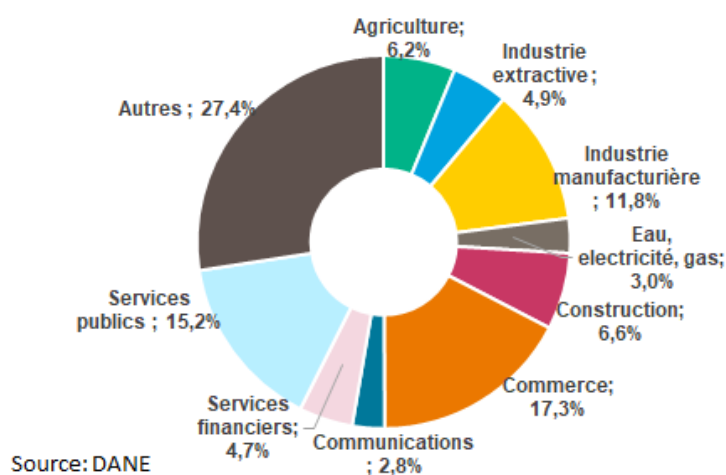
Source: CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

COLOMBIE	2018	2019	2020	2021(p)	2022(p)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	334	323	270	319	344	335	347
<i>Rang PIB mondial</i>	42	41	41	41	45	45	43
Population (Mns)	48,3	49,4	50,4	51,0	51,6	52,2	52,7
<i>Rang Population mondiale</i>	28	28	28	28	28	28	27
PIB / habitant (USD)	6 924	6 540	5 363	6 239	6 664	6 417	6 593
Croissance PIB (%)	2,6	3,2	-7,3	11,0	7,5	1,0	1,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,2	3,5	2,5	3,5	10,2	10,9	5,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	20,0	21,1	22,4	21,6	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dettes publiques (% PIB)	53,6	52,4	65,7	64,0	63,6	62,0	61,1
Solde public (% PIB)	-4,7	-3,5	-7,0	-7,2	-6,7	-4,0	-2,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	11,0	10,9	11,7	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-4,2%	-4,6%	-3,5%	-5,6%	-6,2%	-5,1%	-4,6%
IDE (% du PIB)**	-1,8%	-3,4%	-2,1%	-2,1%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	11,2	12,0	16,5	11,3	8,8	10,7	11,5
Dettes extérieures totales (% PIB)	40%	43%	58%	54%	55%	62%	64%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	4,5%	4,8%	5,1%	5,0%	NA	NA	NA
Taux de change***	3212,48	3383	3468,5	3967,77	4787,89	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	17,8	16,9	19,2	22,2	18,9	NA	NA
Taux de NPL	3,4	3,2	3,7	3,0	2,5	NA	NA
ROE	17,3	13,2	5,9	14,3	13,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	117	112	118	124	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	59	65	67	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	103	108	108	94	98	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	83	82	80	84	85	NA	NA
Rang politique climat (60 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	17	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Source: FMI (WEO avril 2023), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

COLOMBIA : Ventilation sectorielle du PIB (en %, 2019)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers une faible activité en 2023**

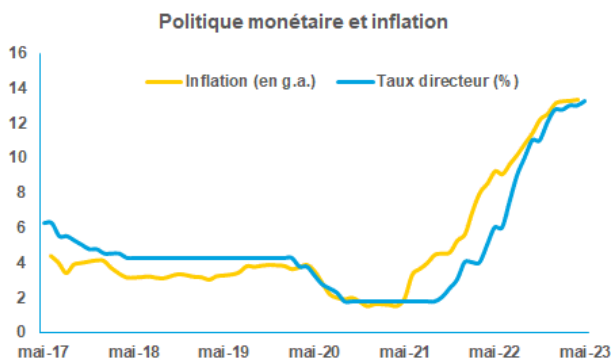
L'activité est restée robuste en 2022 à 7,5%, après 11% en 2021, tirée par le dynamisme de la consommation privée.

Pour 2023, l'activité devrait ralentir, prévue entre 0,6% et 1% selon les dernières prévisions. L'inflation demeure encore élevée (12,8% en g.a. en avril) et est source d'inquiétude. **Malgré la baisse du chômage au T1 2023¹, la faible croissance prévue pourrait contribuer une dégradation du marché de l'emploi dans les trimestres à venir, tandis que la réforme du travail proposé par le gouvernement risque d'augmenter le coût de l'emploi².**

La banque centrale a par ailleurs encore réhaussé son taux directeur (13,25% en avril) **pesant sur l'investissement**, qui n'aurait pas encore retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire.

Sur le front externe, **des perspectives de prix du pétrole plus modérés** (exportateur net d'énergie), ainsi que **le ralentissement de l'économie mondiale sont également susceptibles de peser sur la croissance** cette année.

- **Une fin du cycle de durcissement monétaire encore incertaine**



Source: T. Reuters

Face à la hausse constante de l'inflation depuis mai 2021 (Cf. graphique ci-dessous), tirée par la hausse des prix alimentaires en particulier, **la banque centrale a été amenée à rehausser son taux directeur** : 125 pbs en 2021, puis 900 pbs en 2022 et 125 pbs depuis le début de l'année à **13,25% en avril**.

¹ Le taux de chômage atteint 11,7% au T1 2023 (soit -1,5pp en glissement annuel).

² Conformément à son agenda de réformes structurelles, le gouvernement a présenté son projet de réforme du marché de l'emploi au Congrès. Parmi les principales mesures, le projet limite les contrats à durée déterminée à 2 ans, ajuste les indemnités de départ pour les contrats à durée indéterminée et réduit les heures supplémentaires notamment. Une augmentation des coûts d'embauche d'un peu plus de 13% est estimée par le gouvernement (contre +35% pour les syndicats d'entreprises).

³ Face à la chute de l'activité et à la hausse des dépenses budgétaires de soutien à l'économie, le déficit s'est creusé à -7% du PIB en 2020 (contre -3,5% en 2019).

⁴ Pour mémoire, début 2021, le gouvernement avait présenté un projet de réforme fiscale qui a été à l'origine de violentes

Sur les douze derniers mois, l'inflation atteint 12,8% en avril, soit un niveau bien supérieur à la cible de la banque centrale à 3% (+/-1%). Elle semble avoir atteint un pic en mars (13,2% en g.a.), mais **le processus de désinflation pourrait être lent et les risques d'une nouvelle hausse des prix alimentaires ne sont pas à négliger en particulier si le phénomène climatique du El Nino venait à se matérialiser sur la deuxième partie de l'année.**

La banque centrale n'a d'ailleurs pas écarté la possibilité de poursuivre sa politique de durcissement monétaire lors de la prochaine réunion de fin juin.

- **Un système bancaire bien capitalisé, malgré une baisse de la rentabilité**

Le secteur bancaire colombien demeure globalement sain. Le niveau de capitalisation a eu cependant tendance à diminuer avec le ratio de fonds propres Tier 1 sur actifs pondérés des risques à 15,3% fin 2022 (contre 18,2% fin 2021), mais en amélioration par rapport aux creux observée fin juillet 2022 à 14,5%. **La rentabilité reste aussi satisfaisante**, malgré une légère baisse en 2022 avec un ROE à 13,7% en décembre 2022 (contre 14,7% en 2021).

Le taux des prêts non performant est en amélioration à 2,5% fin 2022 (contre 3% en 2021).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit public devrait rester élevé, mais en diminution en 2023**

Alors que la crise sanitaire a chamboulé les objectifs de réduction du déficit³, le processus de consolidation budgétaire n'a pas pu être mis en place en 2021 face à la pression sociale pour des dépenses plus élevées⁴. Dans ce contexte, **le déficit est resté élevé autour de 7% du PIB⁵** (contre 3,5% en 2019) sur ces deux années.

En 2022, le déficit atteint 6,7% du PIB, à peine mieux que ceux de 2020 et de 2021. Le dynamisme des recettes fiscales, soutenues en partie par les prix plus élevés du pétrole, a été limité par la hausse des subventions aux carburants (environ 2% du PIB) et des intérêts sur la dette, dont une partie est indexée à l'inflation.

Pour 2023, le déficit est prévu en diminution autour de 4% selon les prévisions du FMI (3,8% du PIB selon les prévisions du ministère des Finances). **Les effets de**

manifestations en Colombie dès la mi-avril. L'objectif de la réforme était d'augmenter les recettes budgétaires d'environ 2,5% du PIB afin d'accélérer le processus de consolidation budgétaire et éviter une dégradation du rating du pays par les agences de notation. La réforme a finalement été reconfigurée et approuvée en fin de cette même année, le projet de l'élargissement de l'assiette d'impôts a notamment été supprimé et l'objectif de hausse de recettes réduit à 1,3% du PIB à l'horizon 2025.

⁵ Pour mémoire, compte tenu de la dégradation du déficit public et de la hausse de l'endettement, le rating souverain de la Colombie a été abaissé par les agences de notation Fitch, S&P et Moody's à un cran en dessous du « investment grade » : BB+/BB+/Baa2 respectivement.

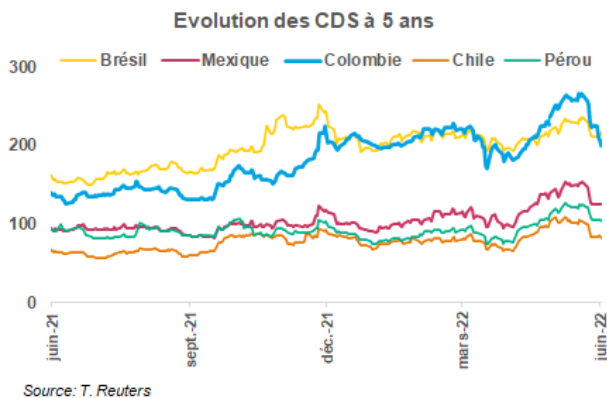


la réforme fiscale⁶, ainsi que la baisse progressive des subventions aux prix du carburants et des aides mise en place pendant la pandémie devrait contribuer à la diminution du déficit cette année.

- **Hausse du besoin de financement en 2023**

En 2023, le besoin de financement du gouvernement central a été révisé à la hausse, estimé à 7,7% du PIB, dont 4,4% du PIB au titre des intérêts sur la dette. Le mix de financement ciblé est de 61% en monnaie locale et 39% en monnaie étrangère. Le gouvernement compte ainsi emprunter près de 5,9 Mds d'USD, dont 40% à 50% auprès des institutions financières internationales et le restant via l'emprunt sur les marchés internationaux.

A noter que la Colombie a encore un accès aisé aux marchés financiers (1^{er} source de financement externe du pays), mais le coût du financement tend à augmenter. La Colombie disposerait en effet, avec le Brésil, de la prime de risque la plus élevée parmi les grands pays de la région à 237 pts à mi-juin (Cf. graphique ci-dessous).



Les réserves de change satisfaisantes (autour de 6 mois d'importations), ainsi que le renouvellement de la ligne de crédit flexible avec le FMI (9,8 Mds d'USD) en avril 2022, offre cependant au pays des liquidités en devises suffisantes pour honorer ses engagements externes.

- **Vers une diminution lente de la dette**

Le creusement du déficit public a conduit à une forte hausse de la dette publique du gouvernement central d'environ 13 points à du PIB en 2020, selon les données du FMI. La dette tend à diminuer lentement et reste au-dessous du ratio dette/PIB d'avant crise sanitaire, compte tenu d'un niveau de déficit resté élevé en 2021 et en 2022, malgré le rebond de l'activité. La dette du gouvernement central, s'élève ainsi à 63,6% du PIB en 2022 (64% du PIB en 2021), tandis que la dette publique consolidée s'est élevée à 69,5% du PIB fin 2022.

Sur la période 2023-2024, la dette publique devrait continuer à diminuer progressivement, favorisée par la hausse prévue des revenus liés à la réforme fiscale,

malgré une diminution des recettes tirées du pétrole en lien avec la modération des prix.

Concernant la structure de la dette publique consolidée, la part externe représente 46% du total en 2022 et demeure ainsi sensible à une dépréciation du peso colombien. A noter cependant que le pays dispose des liquidités en devises suffisantes pour soutenir sa monnaie en cas de besoin (Cf. Position externe).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dépendance au prix des matières premières**

Les recettes d'exportations de la Colombie dépendent d'un certain nombre de matières premières, en particulier le pétrole et ses dérivés. Les autres produits exportés sont le charbon, les pierres et métaux précieux, la floriculture, les fruits. Les Etats-Unis sont de loin le premier client de la Colombie avec environ 30% des exportations moyennes du pays (entre 2018 et 2022).

- **Le déficit courant devrait un peu diminuer en 2023**

En 2021, le déficit courant s'est creusé à 5,8% du PIB (contre 3,5% du PIB en 2020). La forte reprise de l'activité s'est accompagnée par une hausse des importations, tandis que le volume des exportations (pétrole et charbon notamment) a été affecté par les mouvements sociaux ayant réduit la production au S1 2021. En 2022, le déficit a encore progressé, tiré principalement par la hausse du déficit de la balance commerciale et le rapatriement des dividendes des sociétés étrangères opérant en Colombie.

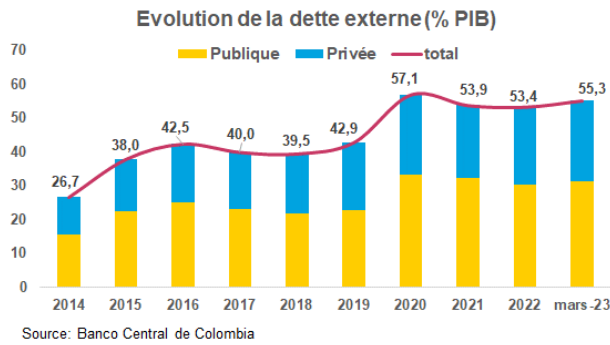
Pour 2023, le déficit courant devrait un peu se réduire, prévu autour de 5% du PIB, tiré par un moindre dynamisme des importations. Exportateur net d'énergie, la Colombie devrait continuer à bénéficier des prix encore soutenus du pétrole et du charbon, ainsi que de la reprise du tourisme, tandis que le ralentissement de l'activité devrait contribuer à la modération des importations.

Au T1 2023, le déficit courant atteint d'ores et déjà 3,4 Mds d'USD (environ 4,2% du PIB), soit une baisse de 2 Mds d'USD par rapport au T1 2022.

- **Hausse du ratio de dette externe, tirée par le secteur public en particulier**

et aider à financer les dépenses sociales promises pendant sa campagne électorale.

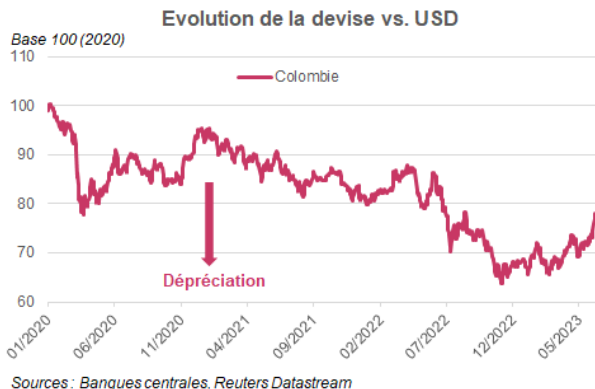
⁶ La réforme fiscale adoptée par le gouvernement du président Petro au cours de ses premiers mois de mandat devrait générer 1,3% du PIB de recettes supplémentaires dès sa première année



La dette externe de la Colombie a augmenté au cours de la dernière décennie pour atteindre 55,3% du PIB en mars 2023, selon les données de la banque centrale. Cette évolution est tirée par les emprunts du secteur public en particulier (57% du total en mars 2023). La dette externe totale est principalement constituée d'échéances de long terme (99% du total pour la part publique et 65% pour la part privée⁷). Le risque de refinancement demeure ainsi faible concernant le souverain.

- **Appréciation de la monnaie en ce début d'année**

Le peso colombien a eu tendance à se réapprécier depuis le début de l'année 2023, favorisé notamment par le durcissement de la politique monétaire. La monnaie n'a cependant pas retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire.



Des pressions baissières sur la monnaie ne sont cependant pas à écarter, malgré la diminution prévue du déficit courant, **en cas de perte de confiance des investisseurs** face aux incertitudes sur l'orientation politique à venir (Cf. un agenda de réformes ambitieuses ci-dessous).

Le pays dispose de réserves de change satisfaisantes, estimées à 57 Mds d'USD en mai 2023 (soit environ 6 mois d'importations), donnant ainsi à la banque centrale une marge de manœuvre importante pour soutenir la monnaie, si besoin. A noter également que le FMI a renouvelé l'accès à la Colombie à sa ligne de crédit flexible (FCL) à hauteur de 9,8 Mds d'USD, d'une durée de 2 ans.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Un agenda de réformes ambitieuses**

Gustavo Petro du parti « Pacto Historico », ancien sénateur de l'aile gauche, a remporté les élections présidentielles de 2023. Les difficultés économiques et le faible capital politique dont disposait le précédent gouvernement de centre démocratique a en effet favorisé l'ascension de la gauche au pouvoir et ce pour la première fois de l'histoire récente du pays.

Le candidat Gustavo Petro est favorable à un rôle plus prédominant de l'Etat en matière de santé, de gestion du système de retraites en particulier, aux projets de développement soutenus par les banques publiques. Il prévoit notamment une hausse des dépenses sociales avec des réformes ciblées dans les domaines de la santé, des retraites, du marché de l'emploi, entre autres. **Il viserait également à transformer l'économie du pays en réduisant sa dépendance aux industries extractives au profit des énergies renouvelables.** Cela soulève des craintes au sein des milieux des affaires et de la classe politique. Le nouveau ministre de Finances a cependant déclaré qu'il s'agirait d'un processus de transformation long qui devrait se mettre en place dans les 15-20 prochaines années et que le pays continuerait d'exporter du pétrole et du charbon aussi longtemps que nécessaire.

En début de mandat, le gouvernement a bénéficié des alliances avec divers partis de centre gauche et de gauche et a pu ainsi faire voter son projet de réforme fiscale pour financer une partie des dépenses sociales promises, **ainsi que la réforme du marché du travail.** Malgré ces premiers succès, **les incertitudes politiques devraient persister** comme en témoigne le deuxième remaniement ministériel depuis le début de l'année et l'éclatement de la coalition compte tenu des difficultés à mettre en œuvre les réformes structurelles prévues.

- **Un pays membre de l'OCDE**

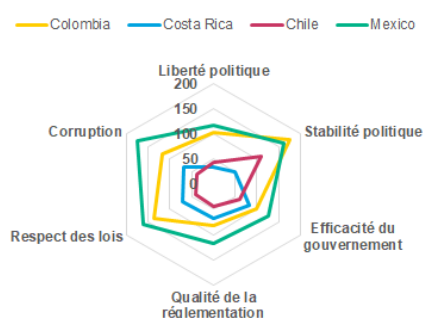
La Colombie est devenue le 37^e membre de l'OCDE (3^{ème} pays de la région après le Mexique et le Chili) et doit redoubler d'efforts afin d'améliorer les indicateurs de gouvernance. Le pays semble en effet globalement mieux classé que le Mexique sur les 5 piliers de gouvernance de la Banque mondiale (Cf. graphique ci-dessous), mais demeure nettement moins performant que le Chili ou le Costa Rica, tous membres de l'OCDE.

L'adhésion à l'OCDE et la poursuite de l'ajustement de la législation exigé dans tous les pays membres devrait favoriser les échanges, l'investissement et les relations internationales.

⁷ Source : Banco Central de Republica de Colombia.



Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)

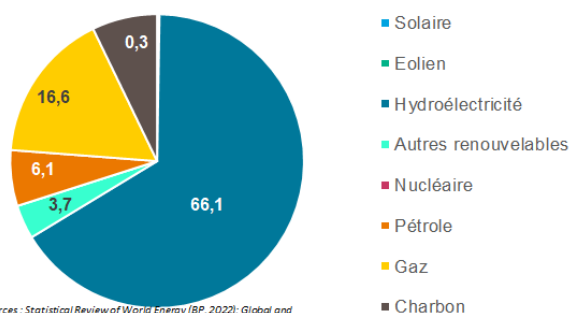


A noter par ailleurs que la France et la Colombie ont signé un protocole d'accord qui prévoit une coopération renforcée pour l'environnement et le climat fin 2021. Le lancement du « Club Verde » pour rassembler les acteurs moteurs de la transition écologique⁸ a également été créé à cette occasion.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Environ 50 % des émissions de GES de la Colombie seraient générées par le secteur rural : élevage de bétail et utilisation des terres. Le secteur extractif & énergie représenteraient un peu plus de 14 % des émissions, suivi des transports et de l'industrie avec 14% et 11% respectivement. Le mix électrique du pays est constitué majoritairement des sources renouvelables, de l'hydroélectricité en particulier (Cf. graphique ci-dessous).

Colombie : production d'électricité par sources, en % (2020=75,44 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Dans le cadre des accords de Paris, la Colombie s'était engagée à réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à une tendance spontanée hors politique de transition. Cet objectif a été actualisé et le pays prévoit désormais une réduction des émissions de 51% sur le même horizon, soit l'un des objectifs les plus ambitieux d'Amérique latine. Les émissions du pays ne devraient pas ainsi excéder plus de 169 MtCO₂eq d'ici 2030.

A noter également que les émissions de GES en Colombie ont eu tendance à ralentir sur les cinq dernières années (2014-2018).

Le pays a mis en place des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique via notamment la création d'un marché carbone, des taxes sur les emballages plastiques, les pesticides, les véhicules et l'essence.

⁸ Source : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CO/relations-bilaterales>



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.